

COMMUNIQUE

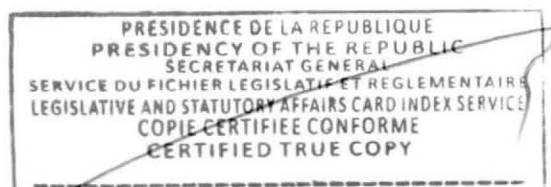
A la suite des événements tragiques survenus dans la nuit du 13 au 14 février 2020 dans la localité de Ngarbuh, et en exécution des Très Hautes Instructions du **PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, SON EXCELLENCE PAUL BIYA**, le Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé de la Défense a mis sur pied, en date du 17 février 2020, une Commission d'Enquête Mixte avec pour missions (i) de faire la lumière sur les circonstances de la survenue desdits événements ; (ii) d'établir les responsabilités des différents acteurs.

Placée sous l'autorité du Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Défense chargé de la Gendarmerie Nationale et présidée par un Magistrat militaire, la Commission d'Enquête était composée d'officiers des Armées et de la Gendarmerie Nationale.

A titre exceptionnel, la Commission d'Enquête a fait appel aux services des observateurs suivants :

- Monsieur Chemuta Divine Banda, Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés (CNDHL) ;
- Monseigneur George Nkuo, Evêque du Diocèse de Kumbo ;
- Monsieur Ahmadou Baba Sale, Imam de la Mosquée Centrale de Ntumbaw ;
- Madame Mih Bibiana épouse Dighambong, Chief Executive Officer (CEO) de l'Organisation Non Gouvernementale *Bihdulem Humanitarian Association of Peace and Hope* (BIHAPH) ;
- Monsieur Chenwi Chrysantus Shu, Secrétaire Régional de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés pour le Nord-Ouest.

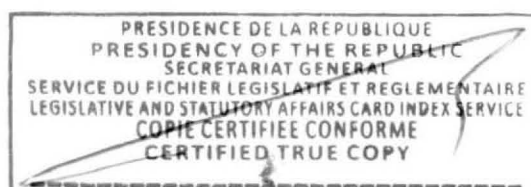
D'ordre du CHEF DE L'ETAT, la participation de l'Organisation des Nations Unies aux travaux de la Commission a été sollicitée. Y faisant suite, les Nations Unies ont promis un appui technique, auquel la Justice camerounaise, désormais en charge du dossier, pourra recourir en tant que de besoin.



La Commission d'Enquête a procédé à des descentes sur le terrain à Bamenda, Kumbo, Nkambé, Ntumbaw, et Ngarbuh, où elle a effectué diverses constatations, collecté et analysé des indices et recueilli des témoignages qui lui ont permis de reconstituer le déroulement de ces événements tragiques.

Au terme de ses travaux, la Commission d'Enquête a abouti aux conclusions suivantes :

- le village de Ngarbuh, situé dans l'arrondissement de Ndu, Département du Donga Mantung, Région du Nord-Ouest, était devenu un centre de regroupement des terroristes sécessionnistes et un pôle logistique de ravitaillement en armes, munitions et combustibles des groupes sécessionnistes situés dans le Département du Bui et une partie du Département du Ngoketunjia.
- Ces terroristes se livraient à des exactions diverses contre les populations locales (vol de bétail, viols, agressions, etc.) qui justifiaient une intervention des Forces de Défense et de Sécurité aux fins de protéger ces dernières.
- Pour ce faire, une mission de reconnaissance a été autorisée le 12 février 2020 par le Chef de Bataillon NYIANGONO ZE Charles Eric, Commandant du 52^{ème} Bataillon d'Infanterie Motorisée (BIM) de Nkambé. Le Sergent BABA GUIDA, chef du Groupe Mixte de Ntumbaw la conduisait.
- Le détachement a quitté la base de Ntumbaw le 13 février 2020 à 22 heures avec un effectif de trois (03) militaires et 02 (deux) gendarmes. Au cours de la progression, le chef de détachement a pris l'initiative de se faire accompagner par dix-sept (17) membres d'un comité de vigilance local.
- A l'entrée du village de Ngarbuh, le Groupe s'est séparé en deux équipes pour ratisser les quartiers Ngarbuh 2 et Ngarbuh 3.
- Arrivée dans le quartier de Ngarbuh 3, lieu de la tragédie, l'équipe dirigée par le Sergent BABA GUIDA et composée du Gendarme SANDING SANDING Cyrille, du Soldat de 1^{ère} classe HARANGA et de dix (10) membres du comité de vigilance a donné l'assaut sur la base des informations communiquées par un terroriste repent et un paysan de la zone.

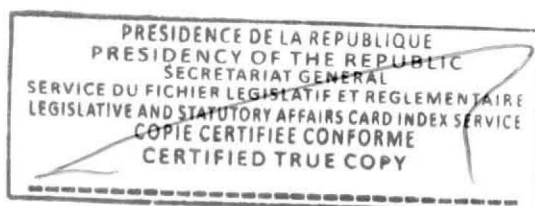


- Après des échanges de tirs au cours desquels cinq (05) terroristes ont été abattus et plusieurs armes saisies, le détachement a découvert que trois (03) femmes et dix (10) enfants ont péri du fait de son action.
- Pris de panique, les trois (03) militaires aidés par certains membres du comité de vigilance ont tenté de masquer les faits par des incendies.
- Revenu à Ntumbaw, le Sergent BABA GUIDA qui a conduit l'opération, a adressé à sa hiérarchie un compte rendu volontairement biaisé. Compte rendu sur la base duquel le Gouvernement a initialement fondé sa communication.

Au plan des responsabilités, la commission a établi que :

- le Chef de Bataillon NYIANGONO ZE Charles Eric, Commandant du 52^{ème} Bataillon d'Infanterie Motorisée (BIM), connaissant pourtant la sensibilité de la zone de Ngarbuh, où existent de vives tensions intercommunautaires, n'a pas personnellement supervisé l'opération menée par ses hommes;
- le Sergent BABA GUIDA a associé des civils armés à une opération militaire, n'a pas maîtrisé ses hommes au cours de ladite opération, a ordonné l'incendie de maisons et volontairement travesti le compte rendu de l'opération et son bilan;
- le Gendarme SANDING SANDING Cyrille, a participé à une opération ayant causé la mort de plusieurs personnes et des incendies de maisons ;
- le Soldat de 1^{ère} classe HARANGA, a participé à une opération ayant causé la mort de plusieurs personnes et des incendies de maisons ;
- les dix membres du comité de vigilance engagés à Ngarbuh 3, non encore identifiés, ont participé à une opération ayant causé la mort de plusieurs personnes et des incendies de maisons.

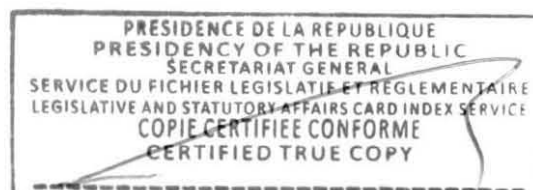
Le **PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**, ayant pris connaissance du Rapport de la Commission d'Enquête a prescrit les mesures ci-après :



1. L'ouverture d'une procédure disciplinaire contre le Chef de Bataillon NYIANGONO ZE Charles Eric, Commandant du 52^{ème} Bataillon d'Infanterie Motorisée (BIM) et tous les militaires ayant participé à l'opération de Ngarbuh;
2. L'arrestation du Sergent BABA GUIDA, du Gendarme SANDING SANDING Cyrille et du Soldat de Première Classe HARANGA Gilbert, ainsi que des dix membres du comité de vigilance impliqués dans les événements tragiques de Ngarbuh 3 et l'ouverture d'une procédure judiciaire contre eux. Les militaires concernés sont d'ores et déjà à la disposition du Tribunal militaire de Yaoundé. Les membres du comité de vigilance concernés sont eux, activement recherchés.
3. L'exhumation des corps des victimes afin de leur donner, aux frais de l'Etat, une sépulture digne et de finaliser les constats nécessaires à la manifestation de la vérité ;
4. Le recensement des ayants-droit des victimes par l'Autorité administrative aux fins du versement par l'Etat des indemnisations et compensations appropriées.
5. Le renforcement de la sécurisation du village de Ngarbuh, notamment par la création d'une base militaire et l'érection d'autres services publics qui devraient permettre une meilleure protection des civils contre les exactions des groupes armés, le retour des personnes déplacées et l'apaisement des tensions intercommunautaires.

Le **PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**, adresse de nouveau, ses condoléances et celles de la Nation Toute Entière aux familles des victimes et tient à les assurer de sa détermination à veiller à ce que justice soit faite.

Il réitère ses instructions fermes aux responsables compétents, aux différents niveaux hiérarchiques des Forces de Défense et de sécurité, de veiller, avec une détermination accrue, à ce que celles-ci accomplissent toujours leur devoir avec professionnalisme, assurent tout particulièrement la protection des civils et s'assurent que les allégations relatives à d'éventuelles exactions fassent



systematiquement l'objet d'enquêtes et le cas échéant, de sanctions appropriées.

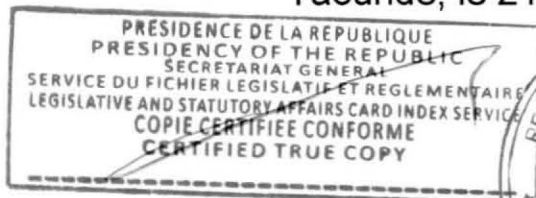
Le **PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**, adresse ses remerciements aux membres de la Commission, ainsi qu'à tous les acteurs nationaux et internationaux qui ont à des titres divers, apporté leur contribution pour faire la lumière sur les événements de Ngarbuh et permettre que justice puisse être rendue aux victimes.

Il réaffirme la disponibilité du Gouvernement camerounais à continuer à coopérer avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux, de même qu'avec les Organisations Non Gouvernementales, pour faire avancer la cause de la protection et de la promotion des droits de l'Homme au Cameroun.

Il rappelle toutefois, que la protection des droits de l'Homme est une cause noble et sérieuse qui doit être défendue avec vigilance et fermeté, mais aussi avec sérénité et discernement, sans être polluée par des motivations politiques qui ne peuvent que l'affaiblir.

Le **PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE** réaffirme son attachement à la recherche des voies et moyens de résoudre de manière pacifique la crise dans les Régions du Nord Ouest et du Sud Ouest, conformément aux recommandations du Grand Dialogue National./-

Yaoundé, le 21 avril 2020



**Le Ministre d'Etat, Secrétaire Général
de la Présidence de la République**

Ferdinand NGOH NGOH